

A.I.R.E.

Association pour l'instauration d'un Revenu d'Existence

affiliée au **Basic Income Earth Network**

Siège social : c/o Futuribles International – 55 rue de Varenne – 75007 Paris

Secrétariat : AIRE – 33 avenue des Fauvettes – 91440 Bures-sur-Yvette

Lettre de liaison n° 80

Printemps 2014

Sommaire

- ❑ **Le Revenu d'Existence : l'urgence de son instauration** **2**
Yoland Bresson

- ❑ **Une proposition d'impôt négatif en France** **5**
Gaspard Koenig, Marc de Basquiat

- ❑ **Quelques bonnes nouvelles** **7**

Directeur de la publication : Jacques Berthillier

Pensez à renouveler votre abonnement à la lettre de liaison : 30 €/an (4 numéros)

par chèque à l'ordre de A.I.R.E.

L'abonnement est gratuit pour les membres de l'association à jour de leur cotisation.

Courriel : contact.aire@wanadoo.fr – Site : www.revenudexistence.org

Le Revenu d'Existence. L'urgence de son instauration.

Nous reprenons ici l'allocution de Yoland Bresson à Paris, le 25 mars 2014, devant une loge maçonnique du Grand Orient de France. La réunion exceptionnellement ouverte à tous a réuni un très large auditoire, dont de nombreux hommes d'affaires et personnalités politiques. La proposition de financement par création monétaire en euros-francs ici exposée est celle à laquelle Jacques Berthillier a fait référence, dans son article sur le financement du Revenu d'Existence paru dans la Lettre de liaison n° 79.

En 1984, je découvre la valeur temps et j'établis la loi théorique qui préside à la répartition individuelle des revenus. J'aboutis à ce que deux ans plus tard avec Henri Guitton nous appellerons le Revenu d'Existence à savoir : chaque individu devrait recevoir un égal revenu, quel que soit son âge, ou son activité, cumulable sans restrictions avec n'importe quel revenu complémentaire d'activité. Mais, sachez-le dès l'article publié, ainsi que le livre « L'Après-Salariat », Je fus pris de doutes et ne cessais de réexaminer les raisonnements et vérifier les calculs.

Ce résultat n'était-il pas un artéfact théorique ? Malgré les vérifications expérimentales de la loi, pourquoi y avait-il un léger biais systématique au niveau des plus pauvres ? Se pourrait-il qu'un jour nos économies instaurent réellement ce revenu d'existence ? Comment transformer l'actuelle attribution des revenus exclusivement déterminée par l'emploi salarié ou des activités productives légales et validées par le marché ?

La même année, séparément Philippe van Parijs à partir d'une analyse de philosophie politique proposait « l'Allocation universelle », tout à fait semblable au revenu d'existence, mais aussi Claus Offe sociologue, le basic Inkomen en Allemagne, Keith Roberts, spécialiste de sécurité sociale, le citizen income en Angleterre. Et lorsque van Parijs nous réunit, avec quelques autres, à Louvain, pour fonder le BIEN (Basic income european network) en 1986, pour nous tous c'est une utopie dont nous n'espérons pas la réalisation avant bien longtemps.

Aujourd'hui, non seulement tous les doutes sont levés, toutes les questions concrètes ont trouvé des réponses, quelquefois multiples et concurrentes, mais en outre l'urgence d'une instauration immédiate devient chaque jour plus prégnante. Le revenu d'existence est devenu non seulement réalisable, en France, ou ailleurs, mais indispensable.

Pourquoi ?

D'abord, tout concourt à l'accroissement accéléré des inégalités de revenus, dans chaque pays et entre les pays. Les faits sont évidents les riches deviennent toujours plus riches et les pauvres relativement plus pauvres. Les deux principales causes sont connues : l'économie libérale maintenant mondialisée est certes efficace pour produire des richesses, à un rythme de croissance qui d'ailleurs se ralentit, mais elle est toujours aussi brutale pour les pauvres. Et La création monétaire par le système bancaire privé et l'endettement. Ajoutées aux problèmes environnementaux un tout récent modèle de la NASA conclut, si cette dynamique se poursuit, à l'effondrement du système industriel mondial, essentiellement sous l'effet des inégalités et des famines à venir, vérifiant la prophétie du prix Nobel Wassily Leontief, il y a près de 40 ans : Les hommes seront au Paradis, mais ils mourront de faim au Paradis, s'ils n'ont pas résolu le problème de la répartition des ressources.

Car nous sommes bien au Paradis : nous avons vaincu la rareté matérielle, le défi que s'était donné l'humanité depuis la révolution néolithique, il y a plus de 10 000 ans avec l'apparition de l'agriculture. C'est le succès du salariat industriel, des trente glorieuses, du plein-emploi, dans quelques pays développés de l'OCDE qui ont réussi ce miracle : nous sommes capables de produire de tout, en trop, de plus en plus vite, avec de moins en moins de labeur humain.

Le plein-emploi salarié est fini. Il ne reviendra plus et c'est chimère que de le faire espérer et de se le donner encore comme objectif. Pourquoi s'y accroche-t-on ? Pourquoi nos élites continuent à le faire accroire ? Pourquoi les citoyens le désirent ? Parce que l'on confond travail et emploi. Parce qu'à l'origine du salariat le contrat qui s'est imposé à la satisfaction des deux parties fut le fameux CDI, et qu'avec les luttes syndicales, il s'est perfectionné au point que toutes les sécurités de la vie, et des revenus sont exclusivement liées à l'obtention d'un CDI. Or l'emploi est seulement le travail devenu marchandise qui s'échange

sur un marché et ce n'est pas parce que sur le marché l'emploi est rare, que le travail ou les activités le sont. En outre, toute la protection sociale est financée sur l'emploi salarié. Elle s'est révélée efficace tant qu'il y avait le plein-emploi. Mais aujourd'hui que le nombre de salariés permanents, en CDI, se réduit, même si nous sommes chaque année collectivement plus riches. Nous devons prélever sur un plus petit nombre de têtes, des sommes de plus en plus importantes pour les allouer, sous des critères conditionnels multiples, à un plus grand nombre d'exclus. Les premiers se sentent spoliés, les seconds frustrés rejetés dans l'assistanat sans espoir dans sortir. La solidarité s'épuise et la cohésion sociale est en danger.

Il y a plus encore. Nous quittons l'économie matérielle, pour l'économie immatérielle, informationnelle, relationnelle. Les facteurs de production essentiels, ne sont plus la terre et les matières premières, ni les machines, mais ce que les économistes appellent le capital humain. Prenez toute chose et voyez ce qui fait son prix, ce n'est plus la matière première, elle compte pour presque rien, ce n'est plus sa reproduction mécanique avec des machines et des ouvriers, c'est tout ce qui y est ajouté de qualités, le design, la publicité, le conditionnement, le transport, la distribution, l'adaptation à une demande versatile qu'il faut sans cesse renouveler. On ne vend plus ce que l'on produit, on ne produit que ce que l'on vend. Le capital humain c'est l'intelligence, l'esprit qu'on ajoute à l'objet qu'on a pensé avant de le créer.

Le capital humain implique deux mutations décisives. Il exige l'intermittence. Les artistes n'ont toujours offert que du capital humain. Voyez comment ils fonctionnent : des moments d'activités intenses devant des publics, suivis de périodes où ils doivent retrouver inspiration et préparer de nouveaux spectacles. Ne les appellent-on pas justement des « intermittents ». Il en est de même pour l'intervention du capital humain dans n'importe quelle activité marchande ou personnelle. On ne fait pas travailler le capital humain 35 heures par semaines, 50 semaines par an, 40 ans à la même tâche. Il faut lui laisser des périodes de reformation, d'adaptation, de l'intermittence.

La deuxième mutation est encore plus fondamentale. On pouvait s'approprier la terre et la faire produire par des esclaves ou des serfs. On pouvait s'approprier la machine et la faire tourner avec des salariés rivés à la tâche. On ne peut pas séparer l'appropriation et l'usage du capital humain. Il est porté par l'être lui-même et ne rend tout son potentiel que s'il le désire, si les conditions qui lui sont faites le satisfont. L'émancipation de l'emploi salarié dans ce qu'il a encore de contraignant devient déjà une aspiration partagée : choisir sa vie est maintenant à portée de nos sociétés.

Le revenu d'existence n'est pas la baguette magique qui va instantanément guérir tous nos maux, mais c'est le gène du changement qui va nous permettre de réorganiser la société pour permettre cette émancipation.

Comment ?

Le revenu d'existence coupe le lien strict emploi-revenu. Il fait prendre conscience que l'on peut disjoindre production et distribution des richesses. Certes lorsque le travail devient emploi et s'échange sur le marché, il a un prix, c'est un coût et il est normal que ce coût soit d'autant plus élevé que la compétence achetée est rare et efficace, pour maximiser la production de richesses, mais rien n'oblige à dire que ce coût doit être intégralement le revenu brut du travailleur. Ainsi progressivement nos sociétés apprendront à se fixer des règles de distribution des revenus démocratiquement, librement, sans se croire tenus par les contraintes du marché. Elles comprendront que les sécurités de la vie n'ont pas à être tributaires de l'obtention d'un CDI, mais qu'elles doivent être liées à la personne, à la flexibilité de ces activités rémunératrices, à son parcours personnel et aux accidents de la vie.

Après le revenu d'existence, l'étape suivante sera l'instauration d'un revenu maximum personnellement disponible. Il ne s'agira pas de limiter autoritairement le maximum de revenus. Qui veut devenir riche, extrêmement riche, devrait toujours pouvoir le devenir. Toute la société en profitera puisque le revenu d'existence est lié à la richesse globale. Mais, on dira qu'au-delà d'un certain niveau, très élevé, le bénéficiaire ne pourra faire des dépenses pour lui-même : il ne pourra que dépenser pour la collectivité, selon d'ailleurs le libre choix de ses affectations (mécénat, santé et recherche, sports, éducation, etc.).

Le Revenu d'Existence est bien de la nature d'une modification génétique de la société. Il n'impose aucune forme préconstruite clé en mains, mais son instauration la pousse à se réorganiser spontanément. C'est pourquoi il faut en apprécier ses conséquences dans l'espace et dans le temps.

Prenez l'enfant qui naît aujourd'hui. Il reçoit dès sa naissance sur son compte d'existence un revenu mensuel. Même si ces parents peuvent en partie en faire usage dans une limite fixée par le législateur, la moitié par exemple. Le voilà à sa majorité civile, apte à l'autonomie économique, 16 ans, libre de disposer de son revenu d'existence, qui entre temps aura augmenté régulièrement avec la croissance du PIB, mais aussi doté d'un capital financier important produit par les seize années d'épargne d'une part de son revenu d'existence. Comment ne pas imaginer combien son horizon s'éclaire, combien il peut prolonger ses études, ou momentanément les arrêter pour voyager, voire

travailler, faire des expériences jusqu'à découvrir ses talents et les développer ?

Certes me direz-vous. Mais cela est encore à attendre de l'avenir. En quoi le revenu d'existence peut nous soulager des terribles maux du présent ? Pour éliminer vraiment la pauvreté ne faudrait-il pas que son montant soit fixé au moins au niveau du seuil de pauvreté, de l'ordre pour la France de 800 € par mois. Ou bien pour vraiment libérer le travail du carcan de l'emploi, émanciper chacun de la contrainte de l'emploi, au niveau du Smic ? Plusieurs partisans du revenu de base inconditionnel proposent de telles sommes. Ils sont pensent-on « de gauche » socialement généreux, oubliant que des libéraux extrêmes ont la même position, justifiée par l'idée qu'ainsi doté chacun devient responsable de lui-même, en tous domaines, santé, éducation, voire sécurité, offerts par le marché, tandis que l'État n'intervient plus qu'en assurant les activités régaliennes, défenses, justice. Et pour nous qui fixons le revenu d'existence à 400 €, ils ont tendance à nous qualifier « de droite », affirmant qu'il s'agit d'une béquille pour sauver et perpétuer le capitalisme libéral. J'ose dire que c'est exactement l'inverse.

Pourquoi 400 € ?

Parce que le revenu d'existence est attribué parce qu'on existe et non pour exister, c'est-à-dire à partir d'une évaluation des besoins pour vivre. Parce qu'on est reconnu membre de la communauté. Il est fondé sur l'Être et non sur l'Avoir. Il est calculé sur les ressources du pays.

On sait aujourd'hui que la dynamique économique, la croissance endogène, est due au capital matériel et humain collectif, sur lequel s'appuie le capital humain et matériel présent pour produire la richesse. On sait approximativement mesurer la part de cette richesse qui provient du capital collectif. En France elle est de l'ordre de 14 %. Or ce capital commun nous appartient tous, nous en héritons, c'est le fruit du travail accumulé de nos ancêtres, sa rente doit donc également être partagée entre tous. C'est elle qui donne la mesure du revenu d'existence.

Ainsi conçu, nous sommes tous solidairement relié, à travers le temps et les générations, mais aussi dans le présent comme si nous appartenions à un seul corps. Chacun, cellule du corps, participe potentiellement à sa vie, et doit donc recevoir une part de monnaie qui est le média des échanges. Un peu comme dans le cerveau chaque neurone reçoit une dose de glucose même s'il est au repos et en capte beaucoup plus lorsqu'il s'agit. La dotation doit vérifier une loi d'équilibre, et ici comme en tout, le surdosage peut devenir mortel.

Une deuxième raison fondamentale à refuser une fausse générosité vient des lois de la complexité. La société est un organisme complexe, comme un corps humain vivant. On sait aujourd'hui, aussi, que toute intervention directe sur l'organisme est soit rejeté, c'est l'allergie, soit digérée et annulée à terme c'est l'homéostasie. La seule action qui permet de faire évoluer un système complexe est d'agir sur les gènes qui le fondent. En laissant l'organisme se réajuster selon ses comportements naturels. En donnant un revenu d'existence trop élevé, en prélevant trop sur la part de la richesse produite dans le présent, on la réduira à terme, d'autant plus vite que nous sommes dans une économie mondialisée, concurrentielle. Nous nous appauvrirons collectivement et diminueront la valeur réelle du revenu de base qu'on avait voulu trop haut.

Je voudrais terminer par le plus spectaculaire. Si l'instauration du revenu d'existence s'impose pour nous offrir un avenir libéré, sa réalisation immédiate est la meilleure solution à la crise conjoncturelle que nous traversons.

Inutile de détailler l'état de notre économie : pouvoir d'achat en berne, croissance atone, déficits abyssaux, dette publique énorme, chômage élevé. Quelle politique nous est proposée ? Austerité et tendance déflationniste, en espérant qu'au sortir de cette cure d'amaigrissement nous pourrions revivre, si nous ne sommes pas morts guéris !

Or l'instauration du revenu d'existence est un changement de distribution des revenus, non une amélioration de la redistribution. Je prends souvent l'exemple du jeu de cartes. Actuellement nous distribuons les cartes au hasard. Il y a des perdants et des gagnants. La redistribution consiste à prélever sur les gagnants les sommes attribuées aux perdants pour qu'ils continuent à participer au jeu. Nous décidons maintenant de changer à priori la distribution des cartes de faire en sorte que chaque joueur ait un as dans sa main. Nous isolons les quatre as, les distribuons, puis nous prenons le reste du paquet et le distribuons comme auparavant. L'As est le revenu d'existence obtenu en isolant une fraction de la richesse, du PIB, en France 14 %.

Cependant à la différence du jeu de cartes où la distribution se fait nouvelle à chaque tour, en économie le jeu est continu. Il nous faut donc prévoir une phase de transition qui nous permette de changer notre mode de distribution. Nous imposons que tous les individus soient engagés dans cette transition, que personne n'y perde, que l'économie garde ou améliore sa compétitivité pour rester insérée dans la mondialisation, que toutes les contraintes juridiques soient respectées particulièrement celles que nous imposent l'Europe et ses institutions comme la BCE.

Modalités

Le mécanisme le plus simple est celui de l'écluse. Chaque année la masse monétaire augmente. Utilisons la pour doter progressivement chacun d'un plus de revenu d'existence également pour tous, jusqu'à atteindre le niveau requis. Pendant cette période, l'aménagement de la fiscalité, permettra de rendre pérenne le prélèvement sur le PIB, pour perpétuer un revenu d'existence croissant avec lui.

Chaque mois la FED aux États Unis déverse maintenant 55 milliards de dollars, après en avoir versé auparavant, plusieurs mois durant 80, au système bancaire. On appelle cela le QE, *Quantitative Easing*. Il les aurait versés en pluie sur chaque citoyen américain que le basic income aurait été instauré aux États Unis. Nous devrions donc demander à la BCE d'en faire autant en France. Ne rêvons pas !

Nous avons proposé une autre solution approuvée par les banques, contournant cette difficulté. L'apport se faisait par emprunt sur 5 ans de chaque particulier auprès de la banque de son choix, mais emprunt en fait couvert par l'État, à durée infinie, assorti d'une rente perpétuelle, à taux faible 1 %. Cette méthode est toujours envisageable. Mais aujourd'hui devant la dégradation accélérée de la conjoncture, j'ai en décembre dernier fait la proposition suivante :

La France crée une monnaie complémentaire nationale, à titre transitoire, l'eurofranc, à parité avec l'euro 1 eurofranc = 1 euro. L'eurofranc a cours légal obligatoire. Les prix et les salaires restent fixés en euro, mais aucun commerçant ne peut refuser un règlement en eurofranc. L'eurofranc est inconvertible en euro. Il ne peut servir à acquérir des biens capitaux, immobiliers, actions... C'est exclusivement une monnaie de consommation.

Au 1^{er} avril prochain, et ce n'est pas un poisson d'avril, j'avais proposé au Président le 1^{er} janvier dernier. : chaque citoyen ouvre un compte d'existence

dans la banque de son choix. À la fin du mois le compte est crédité de 400 eurofrancs créés par le Trésor et la Banque de France. Et ceci chaque mois. C'est un choc de pouvoir d'achat.

Immédiatement sont supprimées les allocations familiales et cotisations associées s'élevant à 30 milliards d'euros et abaissant d'autant le coût du travail. C'est un choc de compétitivité.

Les dépenses en eurofrancs rapportent de la TVA en eurofrancs, donc des ressources à l'État, avec lesquels il couvre des dépenses publiques de fonctionnement, réduisant d'autant les dépenses publiques en euro et le déficit public en euro. Tout cela contribue à une relance de la croissance économique. L'euro reste monnaie commune internationale, mais n'est plus monnaie unique. Les autres pays Grèce, Italie, Espagne, Portugal et même l'Allemagne suivent. Une période transitoire s'ouvre ainsi, où l'on sauve l'euro justement contesté, pour sauver l'Europe.

Des conseillers de l'Élysée trouvaient ce plan intéressant. Le Président à l'évidence ne l'a pas fait sien. Il n'a conservé que le transfert des 30 milliards d'allocations familiales compensées par une réduction des dépenses publiques et le fameux pacte de compétitivité. N'est pas Roosevelt, de Gaulle ou même Pinay qui voudrait.

Mais, il ne faut pas désespérer de nos élites ! Nous œuvrons ici à l'amélioration matérielle et morale de l'Humanité. Et comme le dit Victor Hugo rien n'arrête une idée quand son heure est venue. Il nous appartient de sonner leur réveil. L'instauration du revenu d'existence est une urgente nécessité, c'est le germe d'une nouvelle évolution émancipatrice. Nous devons tous redoubler d'efforts pour conduire ce chantier. Vite ! J'ai confiance nous le mènerons à bien : Les maçons n'aspirent pas au repos.

Yoland Bresson

Une proposition d'impôt négatif en France

Pour lever l'opposition de ceux qui restent réticents à tout versement d'un revenu sans contrepartie, Gaspard Koenig et Marc de Basquiat proposent une approche nouvelle. Sans rien changer sur le fond ils avancent l'idée d'un versement équivalent au Revenu de Base par le biais d'un crédit d'impôt. Cette modalité, conforme à la pensée de Milton Friedmann qui fut l'instigateur de l'impôt négatif, est mieux acceptée par les libéraux. Les auteurs résumant ci-après leur proposition, leur texte complet, très pédagogique, clair et bien argumenté pouvant être consulté sur le site : www.impotnegatif.com

S'il y a bien une fonction qui revient à l'État régalien et qui n'est pas assurée aujourd'hui, c'est de garantir à tous un revenu minimum. Non pour encourager l'oisiveté, mais pour assurer aux membres d'une même

société les moyens de survivre. Comment est-il possible qu'avec 400 Mds d'euros de dépenses sociales par an, on croise encore dans le métro ou sur les trottoirs des gens qui ne mangent pas à leur faim ? La complexité

insondable et l'inefficacité de notre système socio-fiscal représente une insulte pour tout citoyen, tout en profitant principalement aux familles aisées et aux inactifs.

Nous souhaitons apporter à chacun la sécurité fondamentale lui permettant de disposer pleinement de sa liberté et d'effectuer ses propres choix. Cette sécurité est le pendant de la responsabilité, puisqu'elle doit libérer les individus du besoin, et l'administration de l'obligation de multiplier sans fin les allocations, au gré des caprices politiques. C'est pourquoi nous proposons de baptiser ce revenu **le Liber**. Calculé pour permettre à chacun de subvenir à ses besoins fondamentaux, il prend la forme non pas d'une somme versée à chacun, mais d'un crédit d'impôt. Système imaginé par Milton Friedmann dans les années 60 et étudié depuis par grand nombre d'intellectuels (de Lionel Stolérou à Michel Foucault) ou de dirigeants (de Richard Nixon à ... Lionel Jospin).

Ce Liber est financé par un impôt sur tous les revenus et au premier euro : **la Libertaxe**. Pour chacun d'entre nous, la simple soustraction du montant du Liber (fixe et universel) à celui de la Libertaxe (proportionnelle aux revenus) aboutit automatiquement soit (pour les plus faibles revenus) à un impôt négatif, somme versée en cash par la collectivité, soit (pour les plus hauts revenus) à un impôt positif, contribution nette à la collectivité.

Le Liber permet donc de lutter efficacement contre la pauvreté, les sommes étant perçues sur le seul critère des revenus et se substituant au maquis des allocations spécifiques. Il évite tout paternalisme, en rendant les citoyens responsables de leurs propres choix (chacun étant libre de dépenser comme il l'entend son impôt négatif). Il encourage le travail, puisque les sommes touchées sous forme d'impôt négatif décroissent de manière parfaitement linéaire avec l'augmentation des revenus : finis les effets de seuil et autres trappes (à l'innovation, à smicards...).

Philosophiquement le Liber représente une saine dissociation entre les mécanismes économiques qui pourront fonctionner sans entraves, et la politique sociale, conçue comme un filet de sécurité adapté aux aléas des carrières et des vies, en particulier dans un monde de chômage structurel.

En nous appuyant sur les travaux universitaires et inédits de Marc de Basquiat nous avons simulé le Liber dans la France de 2014. Il remplacerait de nombreuses allocations familiales ou les exonérations fiscales sur les revenus du patrimoine. De son côté, la Libertaxe se substituerait notamment à l'impôt sur le revenu, à

la CSG et à l'impôt sur les sociétés. Elle serait prélevée à la source et sur une base individuelle. Il s'agit donc bien d'un Big Bang à l'ensemble du système socio-fiscal, dans le sens d'une rationalisation et d'une simplification radicale éliminant les coûts de gestion administrative.

À titre d'exemple, et toutes choses égales par ailleurs en terme de niveaux de fiscalité et de dépenses publiques, un Liber de 450 euros/mois par adulte et de 225/mois par enfant impliquerait une Libertaxe de 23 % sur l'ensemble des revenus. Dans cette hypothèse un quart de la population serait contributive nette (payant de l'impôt positif), un cinquième neutre et une bonne moitié récipiendaire nette (recevant de l'impôt négatif). Les grandes masses de redistribution ne seraient pas fondamentalement modifiées, sinon que les jeunes et les actifs se verraient désormais traités plus équitablement, et que chacun comprendrait aisément combien il donne et combien il reçoit, ce qui ne serait pas sans incidence sur le discours politique.

Notons néanmoins que cette répartition est naturellement destinée à évoluer : plus la société s'enrichit, plus le revenu moyen augmente, mieux la contribution à l'impôt négatif sera répartie parmi la population. De plus, le niveau du Liber relève d'une décision collective. Il est possible de l'augmenter ou de le diminuer à condition d'ajuster le taux de la Libertaxe. Par ailleurs, en supprimant des montagnes de formulaires inquisitoires, **le Liber** permettrait d'intégrer les plus défavorisés aujourd'hui découragés par la complexité des procédures (2/3 des potentiels allocataires du RSA ne le réclament pas).

Le Liber représenterait une rupture majeure dans l'histoire des sociétés. C'est ce que Foucault percevait bien dans sa leçon du 7 mars 1979 au Collège de France consacrée à l'idée de l'impôt négatif : « la seule chose importante c'est que l'individu soit tombé en-dessous d'un certain niveau et le problème est, à ce moment là, sans regarder plus loin et par conséquent sans avoir à faire toutes ces investigations bureaucratiques, policières, inquisitoires, de lui accorder une subvention telle que le mécanisme par lequel on la lui accorde l'incite encore à repasser au niveau du seuil. C'est très important par rapport à tout ce qui avait été, encore une fois depuis des siècles, élaborés par la politique sociale en occident ».

Une société où tous pourraient vivre dignement, sans assistanat ni paternalisme, est à portée de main.

Gaspard Koenig, Marc de Basquiat

Quelques bonnes nouvelles

À propos des élections...

Notre action soutenue auprès de nombreuses personnalités politiques commence à porter ses fruits. Si les partis majoritaires tardent encore à retenir le Revenu d'Existence dans leurs programmes, ce n'est pas vrai pour tous. C'est ainsi que nous devons noter avec satisfaction quelques avancées notables. Ainsi :

- **Force Vie**, animé par Christine Boutin avec la participation active et l'engagement de Marc de Basquiat, propose un Revenu de Base de 450 euros/mois pour les adultes et de 225 pour les mineurs. C'est la proposition la plus aboutie puisqu'elle s'appuie sur le financement proposé par Marc de Basquiat.
- **Nouvelle Donne**, sous l'influence de Julien Dourgnon propose une allocation de 150 euros pour les adultes financée par des euros-francs, selon les modalités proposée par Yoland Bresson.
- **Europe Écologie-les Verts**, par l'engagement personnel de ses têtes de listes aux régionales, devrait inscrire le Revenu de Base à son programme, le montant et les modalités de financement restant à étudier.
- **Le Parti Fédéraliste Européen**, allié en la circonstance avec les Libéraux de Gauche est favorable à un Revenu de Base européen mais sans plus de précision.
- **Europe Citoyenne** de Corinne Lepage propose un Revenu de Base universel pour tous les jeunes européens de 18 à 30 ans.
- Au **Parti Pirate** pas de position officielle au niveau national mais plusieurs candidats régionaux en soutiennent l'idée.

... de l'association Sciences Po

- L'association étudiante de **Sciences PO**. « *European Now* » a organisé un concours des idées les plus originales et a retenu le Revenu de Base comme l'idée la plus originale.

... et d'autres initiatives

- En **Bulgarie**, Yoland Bresson fut l'invité le 1^{er} mai d'un syndicat fortement engagé pour débattre du Revenu d'Existence. De nombreuses personnalités y participaient, dont des autrichiens, des slovènes, des polonais. Plusieurs partis bulgares ayant inclus dans leur programme le RE, ils devraient en débattre au Parlement d'ici la fin de l'année. À cette occasion les participants polonais ont invité Yoland Bresson à présenter le RE au parlement polonais à l'automne prochain.
- En **Namibie** l'expérimentation du revenu de Base peut reprendre dans le village d'Otjivero. Depuis juillet 2013, le revenu du projet pilote qui était de 80 dollars namibiens (environ 6 euros) à la fin du projet, ne pouvait plus être versé par manque de fonds. C'est l'église évangélique vaudoise basée en Italie qui vient de prendre le relais. Ainsi a pu être annoncé la reprise du versement à hauteur de 100 dollars namibiens pour une année supplémentaire.
- **le Mouvement Français pour un Revenu de Base**, avec le soutien de la Mairie de Coulounieix-Chamiers, organise cette année la toute première université d'été sur le revenu de base. Elle se déroulera les **21, 22 et 23 août en Périgord, à Coulounieix-Chamiers (tout près de Périgueux)**. Grâce à la générosité de la mairie, l'ensemble du site du lycée agricole *La Peyrouse* sera mis à la disposition de l'Université et des participants. De nombreuses animations bénéficiant de la participation de personnalités de premier plan seront organisées tout au long de ces journées avec travaux en ateliers et conférences plénières. Pour se loger le site dispose de 95 chambres à 2 ou 3 personnes à des prix avantageux. Des gîtes, des campings et des hôtels sont aussi disponibles aux alentours. Pour de plus amples informations et pour s'inscrire aller sur le site : www.universite.revenudebase.info

Réunion d'automne de l'AIRE

Lycée Louis le Grand 123 rue St Jacques, à 17 heures — salle M172

Pas de réunion en septembre

Prochaines réunions : mercredi 8 octobre, mercredi 12 novembre et mercredi 10 décembre